

Deuxième dialogue stratégique sino-européen

Organisé par Asia Centre, CICIR, EUISS, CAP

Paris, 24-25 septembre 2007

Compte-rendu

Trois thèmes principaux ont été abordés durant les deux jours du colloque :

- la **gouvernance mondiale**,
- le **multilatéralisme**,
- la **coopération**.

Le climat des discussions était bon et plutôt consensuel. On note là une nette amélioration par rapport à la première session qui s'est déroulée l'année dernière à Pékin. Un certain niveau de **confiance** a été atteint. La délégation chinoise a surpris par son niveau de préparation et son **ouverture** d'esprit pour discuter de tous les sujets, sans exception. Côté européen, on a pu remarquer la présence de nombreux officiels bruxellois (Commission, Conseil européen ou Présidence en exercice).

Quel partenariat stratégique entre la Chine et l'Union Européenne ?

Au centre des discussions, la question du partenariat stratégique rassemble les participants sur ses principes mais divise sur les modalités pratiques de son application.

La mondialisation est présentée comme un processus qui force inéluctablement une **coopération à l'échelle mondiale** entre Chine et Union Européenne.

Européens et Chinois expriment ainsi une même volonté de **redéfinir l'architecture** de l'ordre international et ont conscience de leur influence sur la scène internationale en cas de coopération. Les Chinois attendent notamment beaucoup du triumvir Allemagne-France-Royaume Uni dont ils louent la capacité d'influence aussi bien au niveau européen que transatlantique. Les Européens soulignent la nécessité de « faire de la place à la table » afin d'impliquer mieux la Chine dans les grands défis internationaux actuels et à venir, tandis que de nombreuses voix questionnent la bonne volonté américaine sur ce sujet.

Le multilatéralisme est affirmé comme l'objectif commun des deux puissances qui soutiennent un « **multilatéralisme effectif** » par opposition à un simple système multipolaire de « balance of powers ». Mais on peut se demander si l'interprétation est réellement identique chez les deux partenaires. Comme le rappelle M. Mario Tello (Université Libre de Bruxelles) le multilatéralisme se fonde sur un véritable « way of life » – ensemble de valeurs, règles universellement acceptées, habitudes, confiance –, valeurs que les Chinois refusent obstinément de définir dans les discussions.

Des **doutes** subsistent également concernant le degré d'acceptation de la Chine envers le multilatéralisme, son manque de transparence en matière militaire et ses interprétations restreintes et contestables des droits de l'homme. On peut enfin légitimement se demander quelle est la capacité d'influence réelle des pays européens.

Il se pourrait donc que, malgré le fait que les **objectifs soient similaires**, les **tactiques utilisées soient différentes**. En outre au-delà des mots, les applications concrètes des accords signés – comme ceux de 2003 – font souvent défauts.

Réponses à quelques questions sectorielles.

Prévention et management des crises, et développement en Afrique.

Un consensus concernant le diagnostic émerge : la **pauvreté** et les retards de développements jouent un rôle fondamental dans l'origine des crises actuelles, en raison de leur action déstabilisatrice au sein des « failed states ». Pour cette raison, la réponse efficace aux crises (y compris le terrorisme) ne peut pas se restreindre uniquement à l'option militaire, mais un effort de **développement** important doit être entrepris, basé sur une coopération globale entre grandes puissances.

L'Afrique est présentée comme un **enjeu** fondamental aussi bien pour les Européens que pour les Chinois, pour des raisons de ressources stratégiques et énergétiques, de stabilité politiques, de nouveaux marchés ou de problèmes de migrations.

En pratique pourtant l'exemple africain montre un **manque total de coordination** entre les différentes politiques de développement. En outre, malgré un objectif partagé, un désaccord profond émerge quant à la méthode à privilégier. Les Européens considèrent comme fondamental de conditionner les aides économiques à des gages de bonne gouvernance tandis que les Chinois ne veulent pas en entendre parler, privilégiant une approche purement économique.

Toutes les discussions sur la place à accorder aux **valeurs** (démocratiques et des Droits de l'Homme) dans une politique de développement tournent court en raison d'un refus chinois de discuter de la définition à accorder aux concepts. On arrive finalement à deux conceptions des politiques de développement assez opposées : côté chinois on considère le développement uniquement dans sa dimension économique et financière, tandis que côté européen on considère la dimension politique comme également primordiale.

Relations sino-japonaises.

De l'analyse des tendances politiques et économiques, l'évolution des relations sino-japonaises semble **plutôt positive** mais soumise encore à beaucoup d'interrogations.

Politiquement, le nouveau Premier ministre japonais (Fukuda) est considéré comme modéré et devrait continuer la politique de **détente** amorcée par son prédécesseur (Abe), participant ainsi à une diminution des tensions qui ont connu un pic en 2004 avec d'importantes manifestations antijaponaises dans les grandes villes chinoises. Si tout le monde s'accorde à reconnaître la possibilité d'un compromis au sujet des controverses historiques, d'autres problèmes plus sérieux n'ont toujours pas trouvé de solutions, comme les disputes territoriales en mer de Chine orientale.

Economiquement, les Chinois soulignent une tendance à la baisse relative de la dépendance de l'économie chinoise vis-à-vis du Japon tandis qu'à l'inverse la dépendance relative du Japon augmente. Cette évolution asymétrique de l'interdépendance des deux pays peut laisser redouter des **frictions économiques** ou commerciales à moyen terme.

Enfin les opinions publiques ont une vision très **négative** de leur voisin réciproque ce qui peut laisser craindre un manque d'adhésion populaire au processus de rapprochement initié par les élites. En outre une question reste encore en suspens à Pékin : quel rôle global accorder au Japon ?

La contre-prolifération nucléaire en Corée du Nord.

L'opinion semble **globalement positive** quant à l'évolution à court et moyen terme du processus de dénucléarisation de la Corée du Nord.

L'Union Européenne joue un **rôle limité** dans le processus actuel de dénucléarisation de la Corée du Nord en raison de sa non-participation dans les Pourparlers à Six. Elle soutient néanmoins indirectement le processus à travers son aide financière massive accordée à la Corée du Nord pour des raisons humanitaires. La Chine est favorable à une participation financière de l'Union Européenne et juge son **action stabilisatrice** dans la péninsule.

PESD et CBM (confidence building measures).

La Chine et l'Union Européenne ont en commun une stratégie axée à moyen terme sur leur **voisinage** respectif. Elles partagent donc des préoccupations communes en Afrique et au Moyen Orient.

Assez paradoxalement, les chinois considèrent l'Union Européenne comme un **modèle** d'intégration régionale, mais jugent dans le même temps que les CBM sont difficiles voire impossibles à mettre en œuvre en Asie. Côté chinois on rend responsable un certain **particularisme culturel** asiatique qui freinent les processus d'intégration régionale, mais côté européen on préfère souligner un manque relatif d'**intérêt stratégique** de la part du principal acteur régional, c'est-à-dire la Chine.

En d'autres termes, si la Chine voulait tout serait possible, et c'est la raison pour laquelle, selon certains, elle devrait montrer l'exemple.

Programme du séminaire:

First session: China and Europe in a Changing World System

Part 1: Crisis prevention, Crisis management and Nation building

Part 2: The Asian region: Sino-Japanese relations

Second session: Shared concerns between China and Europe

Part 1: Countering proliferation and the Korean peninsula

Part 2: Development and stability in Africa

Third session: Improving Sino-European understanding in the area of security

ESDP / Transparency in defence policies and CBMs – European and Asian experiences

Fourth session: Round table discussion: Trends in global poles of power and the Sino-European partnership